

RAPPORT DE LA COMMISSION DE GESTION

Préavis n°04/05.2021 – Adoption de la gestion et des comptes 2020

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La Commission de gestion, nommée par le Conseil, était composée de Mesdames Sophie Rouquette Studer (Présidente) et Anouk Gäumann, ainsi que de Messieurs Steve Bugnon, Jean-Noël Fanguin, Pascal Girardet, Marc Hauswirth et Thierry Jaquiéry.

La Commission s'est réunie en plénière ou en sous-commissions* à 12 reprises, les 11 novembre, 3 et 16* décembre, 6*, 13*, 25 et 27* janvier, 3 février, 22 mars, 26 avril, 6, 11 et 26 mai, le 9 et 17* juin. En raison des mesures exceptionnelles édictées par la Confédération et le Canton pour endiguer le Corona virus, certaines séances se sont déroulées par vidéo-conférence.

Comme depuis le début de la législature, deux commissions ont été chargées d'étudier ce préavis, ceci en respect des articles 40 et 41 du règlement du Conseil communal. La Commission de gestion s'est donc penchée sur la gestion de l'année écoulée, laissant à la Commission des finances le soin de s'occuper de l'examen des comptes 2020.

Le présent rapport comporte les chapitres suivants :

Préambule

1 Réflexions sur le fonctionnement de l'administration communale et de la Municipalité

2 Questions à la Municipalité

3 Visite des biens communaux

4 Observations

5 Appréciation générale

6 Conclusions

Annexes

PRÉAMBULE

Pour établir son rapport, la Commission de gestion s'est basée sur les éléments suivants :

- Le règlement du Conseil communal
- Le préavis n° 04/05.2021 – Adoption de la gestion et des comptes 2020
- L'entretien avec la Municipalité in corpore du 26 avril, en présence de Mme Guyomard et M. Thévoz
- Les réponses écrites de la Municipalité aux questions adressées par la Commission
- Les documents fournis par la Municipalité aux requêtes de la Commission
- Le rapport de gestion de la Municipalité sur les comptes 2020
- La visite des biens communaux le 7 mai, avec la Municipalité in corpore, ainsi que M. Cotting, responsable du Service de l'urbanisme et des infrastructures (SUI), M. Carillo, chef du Service des eaux, Messieurs Chauvy et Faillétaz exploitants de la STEP.

La Commission de gestion remercie chaleureusement la Municipalité, Mme Guyomard secrétaire municipale et l'ensemble des intervenants pour l'aide qu'ils nous ont fournie et le climat de convivialité qu'ils ont fait régner lors de nos rencontres.

1 REFLEXIONS SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE ET DE LA MUNICIPALITE

1.1 Contexte

L'année 2020 a été une année atypique à plus d'un titre, qui a permis d'éprouver le bon fonctionnement de l'administration communale et de la Municipalité. La Commission de gestion a donc souhaité approfondir ce thème et le traiter prioritairement dans le rapport.

- La crise sanitaire du COVID 19 a provoqué le semi-confinement du 16 mars au 27 avril 2020, et une situation inédite de télétravail pour le personnel de bureau.
- L'incendie de notre déchèterie le 29 juin 2020, qui a également causé la perte de l'entier de l'outil de travail du service de l'environnement et des espaces publics (SEEP) et du service des eaux (SEaux), a été une épreuve supplémentaire.
- Enfin, l'annonce du prochain départ du Syndic, Monsieur Daniel Mosini, en poste depuis 15 ans, et de la Vice-Syndique Madame Carine Tinguely en fonction depuis 10 ans nous a amenés à nous interroger sur la préparation de la transition au niveau de la Municipalité.

Nous avons établi une liste de questions sur ce thème spécifique auxquelles nous avons obtenu réponse par écrit et avons ensuite demandé des précisions ainsi que des documents lors de notre rencontre avec la Municipalité. Nous remercions l'ensemble des acteurs pour la qualité des échanges.

Nous avons résumé nos réflexions et nos conclusions dans les domaines suivants :

Administration communale

- COVID 19
- Gestion des risques
- Ressources Humaines
- Services intercommunaux

Municipalité

- Transition
- Organisation de la Municipalité
- Représentations de la Commune au niveau local et intercommunal
- Indemnités

Communication

- Etat des lieux
- Points d'attention

1.2 Administration communale

COVID 19

L'organisation pendant la pandémie s'est faite selon les exigences imposées par la Confédération et par le Conseil d'Etat. Chaque service a établi son plan de continuité d'activité (PCA) permettant, selon des scénarios possibles, d'adapter sa structure en fonction des services primordiaux à maintenir en toutes circonstances. Nous avons pu consulter deux PCA concernant le Service administratif ainsi que le Secrétariat municipal et Ressources humaines.

L'organisation en présentiel ou en télétravail a été mise en place en fonction des services. Pour les équipes travaillant dans les locaux de l'administration communale, les chefs de service ont établi des tournus, afin que les membres de leur équipe se croisent le moins possible. Les collaborateurs en télétravail se sont organisés pour effectuer leurs tâches depuis leur domicile. Les heures de travail sont restées applicables. Grâce à l'infrastructure informatique existante avant la COVID-19, le télétravail a été facilement mis en place. Il a donné satisfaction à la Commune et aux collaborateurs. Cependant, les contacts humains restent indispensables.

Selon la Municipalité, Il est difficile à dire si le rendement des collaborateurs a été impacté. Cependant, aucun retard significatif n'a été constaté.

Les outils à disposition à ce jour donnant entière satisfaction, il n'y a pas de mesures d'améliorations prévues par la Municipalité.

Gestion des risques

Nous avons interrogé la Municipalité sur les risques identifiés. Ils sont définis au niveau cantonal, et les règlements standard sont appliqués pour les gérer.

Selon la Municipalité les risques, par ordre d'importance sont :

- Eau potable :
 - Sécurisation des lieux sensibles (Réservoir de l'Épine, station de pompage au Vieux- Moulin par exemple)
 - Gestion des zones S (Protection des eaux)
- Eaux usées – sources de pollutions
- Gestion informatique
- Nos données (Services de la population par exemple)
- Santé et sécurité au travail

Nous avons également souhaité savoir si un plan de mitigation est en place pour gérer ces risques. La Municipalité nous a communiqué les actions suivantes :

- Tout le personnel communal a suivi un cours obligatoire donné par l'ECA sur les réflexes à avoir en cas d'incendie. Les bâtiments sont équipés avec des extincteurs ou des couvertures pour éteindre le feu. Des plans d'évacuation sont affichés à des emplacements visibles dans tous les bâtiments.
- Les serveurs informatiques sont dématérialisés et hébergés chez des providers suisses.
- Les conditions de travail sont en adéquation avec les normes et des contrôles réguliers sont effectués. La SUVA a fait une visite de la STEPi et des infrastructures du service des eaux. L'entreprise MASA est mandatée pour vérifier la sécurité sur les chantiers.
- Les bâtiments sont physiquement sécurisés avec des cylindres électroniques qui permettent le traçage des entrées. Plusieurs d'entre eux sont sous alarme (par exemple sur les sorties de secours de la salle de gym pour éviter que les portes ne restent ouvertes).
- La porte de la station de pompage du Vieux-Moulin a été sécurisée pour éviter des intrusions. Un générateur est réservé en cas de coupure électrique.
- Un grillage a été installé en 2020 autour de la STEPi, ainsi qu'un portail à fermeture automatique.
- Le Canton a cartographié toutes les zones de danger naturel sur notre Commune (par exemple berges du Boiron ou zone de glissement de la Moraine).

Nous constatons que les risques sont bien identifiés et adressés, bien que pas toujours de manière très formelle.

La sécurité informatique, est assignée à la société LogiONE à Lully. De plus, un audit annuel est effectué sur notre informatique par la société PWC.

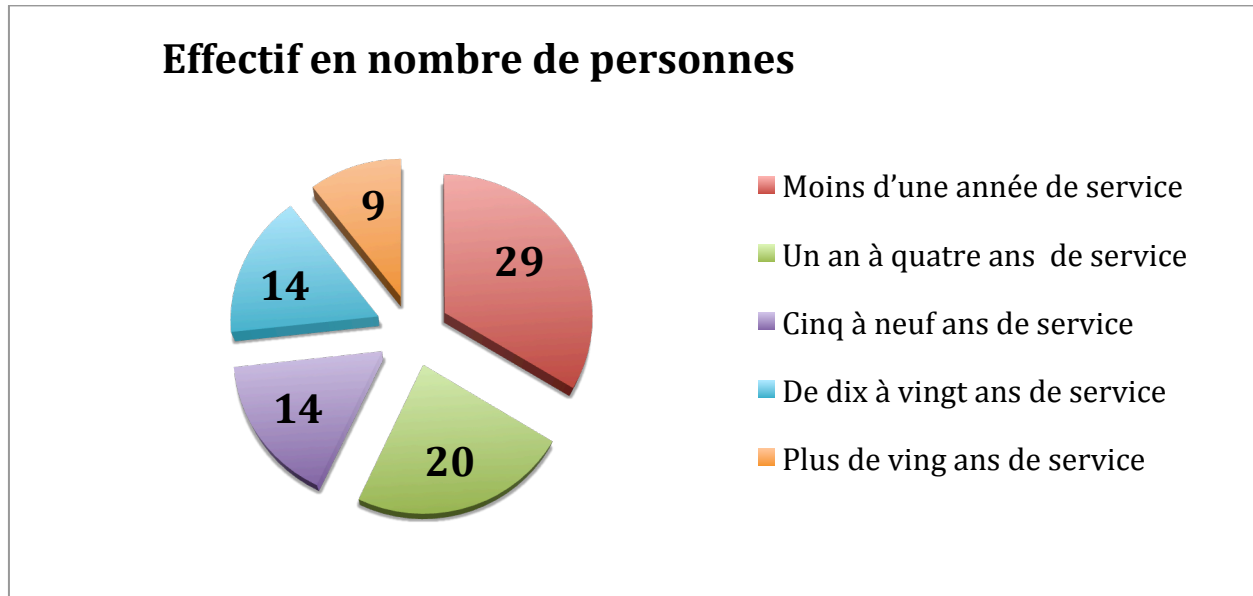
Nous avons été surpris d'apprendre qu'il n'y a pas de répondant pour l'informatique nommé au sein de l'administration.

Ressources Humaines

Nous avons pu étudier l'organigramme de l'administration communale détaillé par dicastère et par services qui se trouve en annexe.

- Nombre total d'employés communaux: 86, incluant 5 apprentis, 49 femmes pour 37 hommes
- Ce qui correspond à: 49.45 équivalent plein temps (EPT), soit 26.9 hommes et 22.55 femmes

- Ancienneté :



Le fort taux d'entrée en fonction en 2020 s'explique par l'ouverture de la piscine. En outre, il y a eu de nombreux réengagements pour les leçons surveillées, car les collaboratrices (souvent âgées) ont dû mettre un terme à leur activité en raison du COVID.

En référence au Statut du personnel communal Art. 17 « Cahier des prestations et instructions » en annexe, nous avons demandé à consulter le cahier des charges de trois collaborateurs occupant des fonctions très diverses (chef de service, employé polyvalent et concierge), qui nous ont été transmis. La structure est similaire pour deux d'entre eux, mais beaucoup plus sommaire pour le troisième.

Nous encourageons la Commune à s'assurer que l'ensemble du personnel a bien un cahier des charges et à uniformiser, dans la mesure du possible, la structure des documents.

Concernant les salaires, la grille salariale appliquée est celle du statut du personnel communal de Saint-Prex qui a été validé en 2002. Elle est mise à jour annuellement, en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la vie. Selon la Municipalité, l'attractivité de la Commune ne réside pas uniquement dans les salaires proposés, mais dans les conditions de travail (par exemple 5 semaines de vacances et 6 à partir de 50 ans, caisse de retraite avantageuse, souplesse des horaires de travail, matériel et outils informatiques, places de parc gratuites à disposition, etc.)

Nous nous sommes aussi intéressés à l'égalité de traitement femme / homme, qui selon la Municipalité est respectée. Cependant, peu de postes identiques sont occupés simultanément par des femmes et des hommes, mis à part des postes de responsable de service (Population entièrement masculine à la STEP et au SEEP ou entièrement féminine à l'AREMS/APEMS). Le personnel est composé à 57% de femmes et 43% d'hommes. Aucune analyse n'a été faite pour démontrer le respect de l'égalité femme / homme.

En ce qui concerne la conduite des évaluations du personnel, nous avons été surpris de

constater qu'elles ne sont pas faites de façon systématique. Elles dépendent du Municipal en charge du dicastère et peuvent prendre différentes formes. Nous avons questionné l'équipe de la Municipalité sur l'opportunité d'améliorer la situation selon ce qui est formulé dans le Statut du personnel communal Art. 27 « Entretien de service » en annexe.

Notre recommandation est de systématiser les entretiens annuels avec les chefs de service par le Municipal de référence en adoptant un processus uniformisé. De même, nous recommandons de systématiser un entretien annuel de l'employé et son supérieur pour une approche équitable. Nous relevons la possibilité de faire appel ponctuellement à une ressource extérieure pour aider à la mise en place d'un système simple et efficace privilégiant l'échange.

Nous avons souhaité connaître les formations accordées ou imposées aux collaborateurs. La Municipalité nous a indiqué qu'ils suivent les formations proposées chaque année par leurs associations professionnelles respectives (Association vaudoise des secrétaires municipaux, Association vaudoise des préposés du contrôle des habitants, Association cantonale vaudoise des boursiers communaux, Association vaudoise des ingénieurs et architectes communaux, etc.) ou encore de l'Union des communes vaudoises, l'ARCAM, le Centre d'éducation permanente (CEP), etc. La Municipalité encourage les collaborateurs à suivre des formations ciblées. Plusieurs collaborateurs ont fait des brevets fédéraux, en cours d'emploi. Nous avons pu consulter la liste des formations suivies par les collaborateurs de la Commune en 2020 en annexe. Toutefois, du fait de la pandémie, cette année n'est certainement pas représentative d'une situation standard.

Services intercommunaux

Une partie du personnel de l'administration communale de Saint-Prex effectuant des services pour d'autres communes, nous avons souhaité nous faire une idée plus précise de cette charge.

Beaucoup de services sont réalisés au travers d'associations ou de structures intercommunales (STEPi, ASISE, comptabilité de la protection civile ou encore un service de police des constructions pour d'autres communes).

Au total Fr. 63'846 ont été refacturés en 2020, au prix coûtant, sans réaliser de bénéfice. Le montant facturé, inclut le salaire horaire.

Pour le Service de l'Urbanisme et de l'Infrastructure (SUI) les coûts facturés sont de Fr. 130/ h pour un ingénieur, Fr. 100/ h pour une secrétaire et comprennent une petite partie des frais généraux, dans la limite de ce qui est acceptable pour les autres communes. Les communes de Lully, Villars-sous-Yens, Yens, Echichens, Chigny et Buchillon font appel aux services de Saint-Prex. La facturation se fait au moment de la délivrance du permis de construire et du permis d'habiter ce qui génère un écart entre le service effectué et son encaissement. Il est toutefois à relever que seules les demandes se concrétisant sont comptabilisées dans le nombre de dossiers. En effet, les demandes préalables téléphoniques, au guichet, etc., ne sont pas prises en compte.

Pour la Protection Civile, la facturation est faite sur la base d'un forfait.

Toutes les associations ou de structures intercommunales semblent satisfaites, la

Municipalité n'a pas de mauvais retour, et au contraire les demandes augmentent.

Le montant refacturé pour les services intercommunaux nous paraît peu élevé. Si nous respectons le principe de ne pas faire de bénéfice, nous souhaitons que le montant refacturé couvre bien l'ensemble des frais, y compris les frais de locaux, d'encadrement... Cela nous paraît d'autant plus important que les demandes augmentent.

1.3 Municipalité

Transition

En cette fin de la législature nous nous sommes intéressés à la préparation de la transition en vue du passage de témoin aux nouveaux Municipaux élus. Nous avons appris qu'il n'y a pas de processus écrit, et que la Municipalité s'organise librement sur la base du règlement des communes. Une séance a été planifiée avec les nouveaux élus afin de procéder à la répartition des dicastères. La période d'attente concernant la validation du cinquième Municipal a retardé cette étape. La transition est basée sur la bonne entente entre anciens et nouveaux Municipaux. Cela ne semble pas poser de problème, même lorsqu'il y a dix ans, il n'y a pas eu de passation entre l'ancienne et la nouvelle Municipalité.

Organisation Municipalité

Nous avons été surpris d'apprendre qu'il n'y a pas de cahier des charges pour les Municipaux ou le Syndic. Toutefois la Municipalité doit suivre la loi sur les communes et les différentes lois et règlements. De même, contrairement aux services communaux, il n'y a pas de processus documentés pour la Municipalité. Elle est régie par les différentes lois et par les directives internes (directive sur les marchés publics, règlement interne de la Municipalité de Saint-Prex pour la législature). Dans ce contexte il n'y a pas de certification (organisation ou qualité) adaptée au fonctionnement d'une Municipalité.

Nous avons souhaité en savoir d'avantage sur la charge de travail et sur l'équilibre entre les membres de l'Exécutif. La Municipalité considère que le nombre de Municipaux - cinq - est adapté à l'heure actuelle, car d'une part un nombre accru de membres générerait plus de débats et d'autre part la période à venir s'annonce moins chargée en projets.

Représentations de la Commune au niveau local et intercommunal

Les Municipaux, en plus de leurs responsabilités au sein de leurs dicastères, représentent la Commune dans des associations et commissions locales et dans des associations intercommunales (Comité de Direction ou membre représentant).

Les principales associations intercommunales sont :

- Association des Communes Vaudoises (AdCV)
- Association de Communes Police Région Morges (PRM)
- Réseau d'Accueil de jour des enfants de Morges et Aubonne (AJEMA)
- Association scolaire intercommunale Saint-Prex et environ (ASISE)

- Association Régionale des Assurances Sociales de Morges Aubonne et Cossonay (ARASMAC)
- Association régionale Cossonay Aubonne Morges (ARCAM)
- Association intercommunale sur le service de défense contre l'incendie et de secours (SIS Morget)
- Morges Région Tourisme
- Comité de Littoral Parc
- Conseil intercommunal de la Protection civile
- Conseil d'administration du MBC
- Conseil intercommunal des Services Industriels de Lausanne
- Groupement forestier de Ballens-Mollens

Les principales associations / commissions de Saint-Prex :

- Association du Cerf-Volant
- Association Espace Catherine Colomb
- Commission consultative d'urbanisme
- Fondation Irène Leroy
- Commission Climat et Durabilité
- Commission de recours en matière d'impôts et de taxes
- Commission de salubrité publique
- Commission consultative de surveillance de l'immeuble communal à caractère social du Pré 5
- Organe de contrôle de la taxe au sac

Indemnités

Les indemnités du Syndic (Taux d'occupation maximum 80%) et des Municipaux (Taux d'occupation maximum 60%) sont composées de frais de fonction, d'une indemnité de base, de vacations / indemnisations plafonnées et de vacances. Voici les chiffres contenus dans le préavis n°08/06.2016 voté par le Conseil au début de la législature 2016-2021:

Indemnités législature 2016-2021	Syndic (80%)	Municipaux (60%) par personne
Frais de fonction (voiture, téléphone, équipement informatique personnel, autres frais)	Fr. 12000	Fr. 10000
Indemnité de base	Fr. 28470 (700h, soit Fr. 40.67/ heure)	Fr. 24402 (600h, soit Fr. 40.67/ heure)
Vacations / indemnisations Le tout plafonné à	Fr. 40.67/ heure Fr. 36605 (900 heures)	Fr. 40.67 / heure Fr. 24402 (600 heures)
Vacances (10.64% de l'indemnité de base et des vacations)	Fr. 6925	Fr. 5196
Total Minimum	Fr. 47395	Fr. 39598
Total Maximum	Fr. 84000	Fr. 64000

Nous avons le sentiment que le plafonnement du nombre d'heures peut s'avérer inadapté dans les situations extraordinaires et les crises, comme en 2020.

1.4 Communication externe

Nous avons souhaité également faire un point sur les pratiques de communication externe, tant au niveau de l'administration communale que de la Municipalité.

Etat des lieux

Du fait de l'augmentation de la population, de la mise en œuvre de projets complexes, et pour faire face à des situations de crise, les besoins de communication, vis à vis des habitants de Saint-Prex et du Conseil communal sont toujours plus nombreux.

Aujourd'hui l'administration communale et la Municipalité disposent de plusieurs outils que l'on peut analyser sous l'angle du type de message transmis, de la flexibilité / rapidité d'utilisation, de la fréquence d'utilisation, et de la cible visée.

Canaux de communication	Type de message / info	Flexibilité / rapidité d'utilisation	Fréquence d'utilisation	Cible visée
Site internet + application	Guichet virtuel Informations pratiques Administration Politique Vie à Saint-Prex Education Tourisme	Flexible en fonction de l'interface et des compétences disponible en interne Toutefois pas d'alerte sur les nouveaux contenus	Fonction des mises à jour à faire Modification quotidienne possible	Tout public Moins approprié pour les seniors
Tout-ménage	Informations pratiques Evénements ...	Feuille recto ou recto / verso Peu de détails	Mensuelle	Tout public Bien adapté au public adulte et aux seniors
Courriers à la population	Informations détaillées sur un sujet spécifique : Crise Corona, incendie déchèterie...	Flexible	Utilisation ad hoc	Public adulte Bien adapté pour les seniors
Pilier public	Espace d'affichage pour les informations officielles Avis d'enquête, avis de décès, informations sur les votations et/ou élections, avis du Conseil, mises à ban, avis de travaux, tirs obligatoires	Flexible	Utilisation ad hoc en fonction des besoins Modification quotidienne possible	Public adulte Bien adapté pour les seniors
Panneau d'affichage électronique	Evénements Informations pratiques	Flexible Message très court	Modification quotidienne possible	Tout public circulant sur la route Suisse
La Balise	Articles de fond sur des thématiques variées selon un axe rédactionnel	Peu flexible ; environ 2 mois pour sortir un exemplaire avec le Comité de rédaction et l'équipe rédactionnelle	4 parutions par an	Tout public Bien adapté au public adulte et aux seniors, à évaluer pour les jeunes
Conseil communal	Communications diverses Préavis et débats de fond Simple questions	Très peu flexible, séances planifiées plusieurs mois à l'avance	8 séances par an	Conseillers communaux Presse (Population)

La Commission salue le recours à des initiatives récentes qui sont les bienvenues telles :

- L'enquête d'opinion auprès de la population et du Conseil communal concernant l'utilisation de la déchèterie.
- La démarche participative avec des jeunes de la Cabane pour le projet de skatepark.

Points d'attention et recommandations

Notre Commune qui va franchir le seuil de 6000 habitants approche progressivement la taille critique à partir de laquelle on peut envisager l'utilisation de ressources dédiées pour la communication. Une étude des communes de taille similaire pourrait être réalisée pour identifier les bonnes pratiques et les moyens de leur mise en œuvre.

Population :

- **Séances d'information à la population St-Preyarde sur des sujets majeurs, comme par exemple la requalification de la RC1 et la création de la Voie verte.**
- **Entamer une réflexion sur la communication à la population jeune qui n'est pas ciblée de façon spécifique par les outils de communication utilisés.**
- **Développer des démarches participatives sur des sujets particulièrement sensibles touchant par exemple une cible de population ou un quartier.**

Conseil communal :

- **Développer l'aspect consultatif en amont des préavis avec des présentations de résultats d'études, comme par exemple celle réalisée en début d'année sur la déchèterie.**
- **Présentation régulière du travail des commissions permanentes par leurs membres, en particulier en début et en fin de législature.**
- **Présentation sélective des rapports de gestion et autres documents des associations intercommunales, comme par exemple Région Morges ou Morges Tourisme.**

2 QUESTIONS A LA MUNICIPALITE

La Commission de gestion a adressé une liste de questions à la Municipalité, qu'elle a rencontrée in corpore lors de la séance du 26 avril afin de discuter des réponses apportées. À cette occasion, la Municipalité était accompagnée de Mme Guyomard, secrétaire municipale, et de Monsieur Thévoz, boursier communal.

Les réponses de la Municipalité nous ont donné satisfaction, et nous saluons le temps qu'elle nous a consacré lors de la rencontre et la qualité des échanges pour approfondir par oral les points qui méritaient une discussion plus fouillée.

Nous avons choisi de ne revenir ci-dessous que sur les points qui nous ont semblé les plus importants.

2.1 Dossiers clé de 2020

Incendie de la déchèterie

Le dossier prendra plusieurs années à être réglé car l'ECA n'est pas collaborant. Le coût de déblayage de l'ancien bâtiment a été payé. Aujourd'hui les discussions portent sur le coût de la réaffectation de la déchèterie. La Commune a donné un mandat à la société ProConseils Solutions pour l'assister dans les négociations avec les compagnies d'assurance.

Au niveau des véhicules immatriculés, l'ensemble du parc a été remplacé avec des variances entre les montants payés par l'assurance et les montants de rachat qui sont détaillés dans les comptes 2020 de la Commune. Pour ce qui est du rééquipement du SEaux ainsi que du SEEP, l'ensemble des machines, matériel et outils n'a pas été entièrement racheté. Les montants mis à disposition par l'ECA sont en cours de négociation.

L'ECA ne se base pas sur la valeur assurée pour rembourser, mais sur les factures effectivement payées pour le rachat du matériel. L'assurance des véhicules prend quant à elle en compte les années d'amortissement pour définir les montants octroyés. Sur les véhicules, la Commune a donc perdu de l'argent.

Au niveau du bâtiment, aucun montant n'est actuellement communiqué par l'assurance. Dans tous les cas, l'étude de la reconstruction sera à la charge de la Commune. L'ECA accorde deux ans pour reconstruire, mais ce délai a été renégocié.

Il est encore trop tôt pour estimer précisément l'incidence financière due à l'incendie. La Commune n'a pas prévision concernant la part de la valeur assurée qu'elle va toucher, car les chiffres seront connus uniquement une fois l'entier des biens perdus reconstitués.

L'installation du SEEP et du SEaux dans les anciens locaux de l'Administration communale est une solution provisoire. Seuls quelques travaux mineurs d'aménagement ont été effectués, et le personnel utilise l'ancien mobilier.

La Commune a été extrêmement touchée et soulagée que les communes d'Etoy et Morges acceptent au pied levé d'accueillir les habitants de Saint-Prex dans leurs infrastructures. Les prestations ont été facturées au prix coûtant.

Une étude a été menée pour positionner la prochaine déchèterie. La Commission souligne le côté novateur de la consultation de la population. Lors de cette étude, les communes avoisinantes ont également été consultées. Les résultats de cette étude ont été communiqués à la Municipalité début 2021.

La Commission recommande d'intégrer la question de l'affectation de la déchèterie de la Rappaz dans le cadre de la réflexion sur la nouvelle déchèterie. Il y a un potentiel pour une approche écologique durable en réactivant ce dossier à l'arrêt.

Construction de la piscine

Les travaux de la piscine communale ont été achevés en 2020 et elle a été ouverte au public le 15 août 2020.

Nous avons souhaité savoir quels ont été les imprévus majeurs qui ont influencé de manière importante les coûts. Afin de protéger la nappe phréatique, des changements ont été apportés au projet initial avec des conduites EU en polyéthylène soudées, une chambre de relevage dans une cuve en béton, la création d'une chambre de rétention de 15'000 litres pour diminuer de moitié le débit d'eau évacuée. Un saut de loup a également été aménagé sur recommandation de la Commission ad hoc, pour faciliter l'accessibilité des filtres.

Dans la mesure du possible, des économies ont été faites lors du chantier (par exemple suppression d'une fenêtre) pour contenir les surcoûts.

Les comptes ne sont pas actuellement bouclés. Au 31 décembre 2020, le coût provisoire de la construction se monte à Fr. 8'643'252.00. Pour rappel, le crédit voté était de Fr. 9'500'000.

			Voté	31.12.2019	2020	31.12.2020
01/02.18	9143.01	Aménagement de la cour de récréation du collège du Cherrat	500'000	1'058	517'812	518'870
	9143.01	Construction d'une piscine couverte scolaire et publique	9'500'000	6'747'437	1'895'815	8'643'252
	9143.01	Adaptation du chauffage à distance du collège du Cherrat	520'000	277'680	253'451	531'131

La Commission aurait souhaité disposer d'une situation des factures payées ainsi que d'une projection du solde des factures à venir au 31.12.20. Ayant été informée par la Municipalité que le décompte final de l'architecte, soit le solde de l'ensemble des factures avait été reçu au 04.04.21, elle y a renoncé.

Nous invitons donc la future Commission de gestion à faire un point complet sur cet objet, incluant le processus de suivi des prestataires et les documents de gestion dont la Municipalité dispose pour avoir une vision claire du suivi des travaux et de la situation financière de grands projets.

La Commune a déjà encaissé à ce jour les subventions prévues pour un montant total de Fr. 1.092 535, soit Fr. 685'000.00 de la part du Fonds du Sport, Fr. 400'000.00 de la part du Canton (subvention Philippe Leuba), Fr. 4'600.00 de la Fondation Cerebral pour le lift de la piscine, ainsi que Fr. 2'935.00 de l'ECA pour le paratonnerre.

La Commune va récupérer la TVA à 7,7% sur une partie du montant des travaux et les divers achats d'équipements, car une partie de la vente de billets, d'abonnements et de la location de la piscine sera soumise à la TVA. Cette mesure va venir en déduction du coût total des travaux, puisque cet élément n'était pas pris en considération dans le préavis. Des négociations sont actuellement toujours en cours et aucun montant ne peut-être articulé à ce stade.

La piscine a dû fermer le 9 novembre 2020 du fait des mesures sanitaires en lien avec le COVID. Il n'y pas vraiment de surcoûts liés à cette fermeture, les frais de fonctionnement étant budgétés. En revanche, il y a un manque à gagner au niveau des recettes lié à cette fermeture. La Commune évalue la perte de rentrées à Fr. 60'000.00 (entrées et cours) pour la période de novembre-décembre 2020.

Nous avons questionné la Municipalité sur les raisons de l'occupation des lignes des

écoles inférieure aux prévisions. Il nous a été répondu que l'utilisation des lignes d'eau par les écoles est sous la responsabilité du Directeur, respectivement du responsable des sports de l'établissement. La mise en place de cette nouvelle organisation a pris un peu plus de temps que prévu et une demande formelle de la Municipalité a été adressée afin que toutes les plages horaires prévues à l'enseignement scolaire de la natation soient utilisées dès la rentrée 2021/2022.

2.2 Aménagement

Skatepark

Le préavis n° 01/02.2020 concernant l'aménagement d'un nouveau Skatepark à Marcy nous a été soumis lors de la séance du Conseil communal du 10 février 2020. Nous avons souhaité savoir pourquoi la Municipalité a retiré son préavis sans laisser aux commissions l'opportunité de présenter leurs rapports et au Conseil de débattre sur cet objet très attendu par les jeunes habitants de Saint-Prex, dont un groupe a été associé à l'élaboration du projet.

Au vu des rapports des commissions et de la situation financière de la Commune, la Municipalité a préféré retirer le préavis plutôt que d'avoir un vote négatif sur l'objet qui aurait probablement compromis le projet pour quelques années en générant une publicité négative.

Sur la base des avis émis par les commissions, la Municipalité a l'intention de redéposer un projet redimensionné, à Marcy, rentrant dans une enveloppe financière plus adaptée. Cependant le projet n'apparaît actuellement qu'au budget de 2023, en fonction des priorisations actuelles des investissements.

Nous avons questionné sur des opportunités de financement alternatives sur ce projet, comme cela a été fait pour l'aménagement d'engins extérieurs le long du quai d'accès au port de Taillecou. La Municipalité est ouverte à toute proposition de donation pour faire avancer ce projet. Concernant le «crowd-funding» ou d'autres démarches participatives, elles peuvent être lancées par des associations ou des groupes de citoyens.

La Commission estime que le rôle du Conseil communal est de débattre des projets de la Municipalité et d'apporter ses contributions, même si les projets sont retirés avant le vote, comme cela a été le cas par exemple concernant le préavis pour l'achat de la Cabane Chapuisat. Notre démocratie sort grandie de ces échanges.

La Commission recommande d'intégrer ce projet dans une vision globale concernant les places de jeux pour un public large couvrant tous les âges lors de la prochaine législature.

2.3 Mobilité

Voie verte

Faisant suite à la présentation préalable du projet de requalification de la route cantonale et de la Voie verte d'agglomération lors de la séance du Conseil communal du 28.10.20, fort appréciée par la Commission, nous avons souhaité en savoir davantage sur l'historique de ce dossier, le rôle exact joué par la Commune dans ce projet, les montants engagés et les prochaines étapes.

Saint-Prex est membre de Région Morges depuis 2007 (précédemment «Schéma directeur de la région morgienne») qu'elle finance à hauteur de Fr. 87'000 pour 2020. Ce montant a été renégocié à la baisse, car Saint-Prex participe également à l'ARCAM à hauteur de Fr. 47'000.

L'intérêt pour Saint-Prex est de pouvoir participer aux études et travaux en lien avec l'agglomération Lausanne-Morges. Elle peut ainsi exprimer ses craintes et ses besoins afin que les Saint-Preyards profitent des nouvelles infrastructures ou au contraire éviter d'éventuelles conséquences négatives comme un report de trafic ou d'autres nuisances.

La Municipalité est fortement impliquée. M. Mosini, a initialement suivi le projet au niveau de la planification politique et M. Cotting, chef du SUI, en tant que technicien. Dès l'année passée, Mme Savioz, Municipale, a repris le dossier en remplacement de M. le Syndic, au moment du passage à la phase de « réalisation ».

Saint-Prex a suivi de près ce dossier. Il est important pour la Commune d'assurer, avec la sécurité nécessaire, un report modal en faveur de la mobilité douce que ce soit pour les loisirs, pour se rendre à l'école ou à son travail par exemple. La fluidité du trafic motorisé se verra améliorée puisque les piétons et cycles seront en site propre (bandes ou pistes cyclables, trottoirs, pistes mixtes piétons/cyclistes).

La Commune a participé aux études particulières liées aux projets (tracés, vitesses, variantes, gabarits, identité, voie verte, éclairage, mobilier urbain, etc.). Le tracé de la Voie verte sur le territoire de la Commune a été défini principalement par la Municipalité et le service de l'urbanisme. Les deux projets - requalification de la RC1 et la Voie verte - correspondent à deux publics différents qui auront chacun leur vitesse (lièvre et tortue).

Pour l'instant, aucun préavis n'a été présenté à Saint-Prex. Les frais générés par l'étude préliminaire 2014-2020 sont intégrés au budget de Région Morges.

La prochaine étape sera le dépôt d'un préavis d'étude au Conseil communal en été 2021 (jusqu'aux rentrées de soumissions). A l'issue de cette étude, un préavis de construction sera déposé sur la base des offres des entreprises pour la réalisation de l'ouvrage sur les communes concernées.

Nous avons souhaité savoir s'il y aura des informations aux propriétaires et des mises à l'enquête publique. La Municipalité nous a répondu que ce sera certainement le cas pour la RC1, et en ce qui concerne la Voie verte, probablement, sauf si les gabarits restent identiques.

Nous recommandons d'inviter la population St-Preyarde à une séance d'information sur ce projet.

Parkings et places de parc

De nombreuses discussions ont porté toute l'année sur les problèmes de stationnement à Saint-Prex, en particulier autour du bourg en période estivale. La Municipalité a évoqué à plusieurs reprises un projet global de stationnement en cours de réflexion. Nous avons souhaité connaître les différents scénarios et approches tarifaires envisagés à date par la Municipalité.

L'étude d'utilisation et les scénarios étudiés datent de 2016. Le dossier n'a pas avancé depuis par manque de temps du fait des nombreux imprévus. Cependant, la Municipalité

souhaite mettre en place une politique de parcage lors de la prochaine législature. L'objectif est de réduire les pressions actuelles sur les places de parking, d'homogénéiser la politique tarifaire sur la Commune (actuellement le P&R est sous-utilisé) et finalement de faire participer les utilisateurs des infrastructures aux coûts de ces dernières.

Nous recommandons que ce projet soit traité de façon prioritaire lors de la prochaine législature.

2.4 Questions secondaires

Nous avons également posé d'autres questions à la Municipalité sur les thèmes suivants :

Aménagements

- Places de jeux
- Panneaux d'information sur la biodiversité

Environnement

- STEP
- Déchèterie de la Rappaz

Stratégie Energétique

- Label cité de l'Energie
- Commission « climat et durabilité »

Dossiers clés 2020

- Centre aquatique de Morges

Autorités et administration générale

- Avis officiels
- Promotion de la Commune (Tourisme, concours photos)
- Associations et relations extérieures
- Dons effectués par la Commune
- Journal la Balise

Domaines et bâtiments / Propriétés communales

- Bâtiments communaux
- Urbanisme, architectures
- Police des constructions
- Office intercommunal de la police des constructions,
- Parcs et jardins publics, places de jeux, mobilier urbain

Comptes 2020

Toutefois nous avons fait le choix de rapporter uniquement sur les thèmes qui nous ont paru prioritaires.

3 VISITE DES BIENS COMMUNAUX

L'eau, est-elle le nouvel eldorado ?

Lors de sa présentation au Conseil en 2018 le Professeur Aurèle Parriaux avait déclaré "Le développement durable de la ville ne peut être obtenu sans faire plus appel à la 3^e dimension, le sous-sol". Nous nous sommes donc jetés à l'eau pour découvrir Saint-Prex au fil de l'eau, en suivant le parcours de l'eau potable, des eaux claires et des eaux usées.

3.1 Station de pompage du Vieux-Moulin

La visite s'est effectuée sous la conduite de M. Ernesto Carrillo, responsable du service des eaux, fontainier de Saint-Prex et en présence de M. Cotting chef du service.

Les pieds dans l'eau

La station de pompage, construite en 1966, est située au bord du lac, en face du Vieux Moulin.

Le puits qui descend à 15 - 20 m dans la nappe phréatique sous le terrain de foot, est équipé de quatre pompes, dont trois fonctionnent de 22h à 6h du matin (1 pompe de secours) pour alimenter, via le réseau de distribution, le réservoir de l'Epine situé 60 m plus haut. La pression hydrostatique est de 8 bars.

La concession nous autorise à pomper à un débit de 6000l/ min. En 2020, ce sont 831 901m³ qui ont été pompés, en hausse de presque 10% par rapport à 2019, en lien avec la pandémie et le télétravail.

L'eau d'ici... ne vous enverra pas dans l'au-delà

La nappe phréatique de Saint-Prex est alimentée par de l'eau qui s'écoule gravitairement depuis le Jura, selon la carte des cours d'eau souterraines établie par l'Abbé Mermet en 1926 en Annexe, ainsi que par de l'eau du lac, surtout l'été.

L'eau potable est non traitée chimiquement, elle est nettoyée naturellement lors de son cheminement dans le sous-sol, à travers d'anciennes « vallées » remplies de gravier et de sable.

Les propriétés de l'eau du robinet à Saint-Prex indiquées sur le site internet de la commune sont : pH: environ 7.74, dureté totale: 18.00/20.00°F ou env. 10.3 dH (Peu de calcaire par rapport aux communes voisines).

Depuis 2020, le contrôle qualité de l'eau a été délégué par le canton aux communes concernant les résidus de métabolites de chlorothalonil et une nouvelle norme plus sévère s'applique. La Commune a effectué quatre contrôles sur l'année 2020. Une lettre du 23 juin 2020 a été adressée aux habitants et aux propriétaires concernant la qualité de l'eau potable de Saint-Prex et le chlorothalonil. La qualité de l'eau est bonne et conforme aux normes.

Il existe diverses zones de protections définies en fonction de la proximité de la nappe phréatique présentées en Annexe. Aux alentours du puits, la zone de protection est

maximale, et s'étend à moindre degré sur les zones limitrophes du Vieux-Moulin (Devant la ville, en Penguey, Glapin).

Le Bief de Saint-Prex, qui constitue le dernier exemple connu de partage privé des eaux toujours en activité dans le canton de Vaud et qui alimente des cultures et des jardins, est totalement indépendant du réseau d'eau potable. Il puise son eau dans le Boiron à proximité du Moulin de Lussy.

Pour éviter d'aller à vau-l'eau

M. Paulo Carvalho est le second de M. Carillo. Il est actuellement en cours de formation pour pouvoir intervenir en cas d'absence.

Une génératrice est louée à l'année chez un particulier pour garantir le fonctionnement des pompes en cas de coupure d'électricité.

3.2 Réservoir de l'Epine

Nous avons poursuivi la visite avec M. Carillo et M. Cotting.

En prenant de la hauteur

Le réservoir de l'Epine construit en 1978-1979 est situé au point haut du territoire communal, à 445 m d'altitude, c'est le seul réservoir de notre Commune. Il réserve une magnifique vue sur le Léman comme l'ont bien compris les peintres et les amoureux !

D'un volume total de 7600 m³, il possède deux cuves :

- Une petite cuve de 600 m³, construite en 1951, qui sert de réservoir incendie.
- Une grande cuve, construite en 1978-80, d'un volume de 7000 m³.

Pendant la journée, l'eau descend par gravitation vers le réseau de distribution et pendant la nuit, l'eau monte via le réseau depuis la station de pompage.

Chaque réservoir est vidangé tous les deux ans en alternance pendant l'hiver pour permettre les travaux d'entretien.

Les travaux de réfections qui étaient prévus en 2020 selon le Préavis 09/09/2020 « Rénovation partielle du réservoir » ont été décalés en 2021 du fait de la pandémie. Ils étaient en cours lorsque nous avons fait notre visite. Pour rappel ils comprenaient principalement :

- Le remplacement de la porte d'accès anti-effraction.
- Petit réservoir : réfection de l'étanchéité, ajout d'une échelle d'accès aux normes, traitement des armatures rouillées.

Pour ne pas être à sec

L'approvisionnement en eau pour les habitants, cultures et industries est couvert pour trois jours environ avec la capacité des réservoirs.

Le réseau est interconnecté avec le réseau d'Etoy-Buchillon, ce qui permet en cas de problème majeur, d'interrompre le pompage sur Saint-Prex et de s'alimenter sur le réseau de nos voisins, et inversement.

3.3 Station d'épuration des eaux usées (STEP)

Nous avons réalisé la visite sous la conduite enthousiaste de Messieurs Chauvy et Faillétaz exploitants à 100% de la station d'épuration intercommunale (STEPi) depuis le 2^{ème} semestre 2019.

L'équipe est actuellement complétée, ad interim par M. Raymond Tardy à 40%, en attendant le recrutement d'un nouveau collaborateur à 50%. Espérons que les efforts pour trouver le collaborateur manquant, par exemple via des collaborations avec d'autres STEP, aboutiront prochainement.

En semaine, en fonctionnement normal, les équipes sont présentes de 7h30 à 17h00. Comme une partie seulement du fonctionnement de la STEPi est automatisé cela nécessite un passage deux fois par jour le WE, en alternance entre les exploitants qui sont par ailleurs également de piquet le soir et la nuit.

C'est clair comme de l'eau de la STEP

La STEPi est située au bord du lac, au Coulet, elle a été construite entre 1974 et 1976. Elle regroupe les communes de Saint-Prex, Etoy et Buchillon.

Le défi actuel est l'entretien de l'infrastructure pour garantir le bon fonctionnement jusqu'à la mise en service d'une STEP régionale d'ici 10-15 ans, dans un contexte où la charge polluante des eaux continue à augmenter et où il n'est pas possible d'étendre l'emprise au sol.

Traitement des eaux usées

Nous avons suivi le parcours des eaux usées de leur entrée à la STEPi jusqu'à l'évacuation des eaux traitées au lac.

C'est par le canal d'entrée que les eaux usées arrivent à la STEPi.

Le maximum de capacité de la STEPi est de 68 litres par seconde. Quand il y a une forte augmentation du débit, en cas de pluie par exemple, une partie des eaux usées sort de la STEPi sans avoir pu être traitée. Les eaux parasites sont un problème et il faut les réduire le plus possible pour éviter le débordement dans le lac. Par ailleurs une charge polluante trop faible cause un déséquilibre au niveau du traitement des eaux par les bactéries.

La Commune va poursuivre la mise en séparatif des eaux claires et des eaux usées pour limiter les apports d'eaux claires à la STEPi. Un gros travail a déjà été fait et il ne reste principalement qu'une petite zone de Saint-Prex (Chauchy-Moraine), ce qui représente environ 10% des infrastructures.

Tout au long du processus de traitement, l'objectif est de séparer les matières solides (les boues), des matières liquides (les jus) et de baisser progressivement la charge polluante.

Première étape : nettoyage mécanique

Dégrilleur : c'est un tamiseur mécanique qui enlève les matières solides (matières fécales, papier, mais aussi beaucoup de matières qui ne devraient pas se trouver là : reste de nourriture, protections hygiéniques, coton-tiges, lingettes...)

Les matières passent ensuite par le *compacteur* pour diminuer leur volume et sont stockées dans des sacs plastiques avant d'être amenées à la benne.

Dessableur : il permet de retirer sable, gravier mais aussi les restes de nourriture...

Dégrilleur de secours pour un deuxième filtrage

Décanteurs primaires : composés de deux bassins où les boues se séparent par décantation des liquides.

Deuxième étape : nettoyage chimique

Le parcours se poursuit dans les bassins biologiques où les boues sont activées. La pollution est traitée grâce aux bactéries cultivées à la STEPi, dont la surface de fixation est augmentée grâce aux « chips ». Les bactéries « mangent » la pollution et facilitent la création de flocs, qui sont une agglomération des matières polluantes, ce qui facilite la séparation avec les liquides.

Les bactéries sont entretenues grâce à l'air soufflé dans les bassins par les surpresseurs. Le quatrième compresseur, acquis suite au préavis n°08/12.2018, donne satisfaction et permet d'absorber l'augmentation du volume et d'éviter de pousser les trois autres à la limite.

Les eaux épurées sont ensuite évacuées par le canal de sortie, passent par les fosses où du chlore est rajouté entre le 15 mai et le 15 septembre, pour assurer une désinfection et permettre la baignade et gagnent le lac par l'exutoire de sortie.

Traitement des boues

Les boues suivent ensuite un circuit spécifique.

Les boues fraîches vont être épaissies grâce à l'ajout d'un polymère, puis envoyées vers le digesteur à l'extérieur où leur digestion se poursuit et produit du méthane. Il alimente le couple chaleur / force afin de produire de la chaleur ou de l'électricité utilisées pour le fonctionnement de la STEPi, ou est brûlé par la torchère en cas d'excès. Le nouveau couplage chaleur-force approuvé dans le préavis urgent n°11/12.2020 a été installé. Il donne satisfaction mais était malheureusement en panne le jour de notre passage et sa réparation était attendue pour le lendemain.

Les boues sont ensuite séchées dans le centrifugeur, puis évacuées vers la benne qui permettra de les évacuer, à raison d'une benne environ toutes les deux semaines.

La goutte d'eau qui fait déborder le vase

En début d'année, il y a eu une arrivée importante d'huile végétale de restauration qui a représenté une pollution majeure pour la STEPi et qui a nécessité un dégraissage important des installations. Une enquête a été menée sur le réseau, avec l'aide de la commune d'Etoy, qui a permis d'identifier le pollueur et de lui refacturer les frais engendrés. L'acte serait dû à une négligence de manipulation.

L'ensemble de l'équipe de la Commission ayant beaucoup appris lors de cette visite, nous proposons d'organiser une visite de la STEPi pour l'ensemble du Conseil communal, afin de mieux comprendre l'enjeu stratégique du traitement des eaux usées.

La qualité des eaux rejetées dépendant de celle des eaux usées, nous recommandons de communiquer régulièrement à la population sur les bonnes pratiques à adopter concernant les eaux usées en utilisant les différents canaux d'information.

Enfin, l'éducation passant souvent par les plus jeunes, la Commission propose de poursuivre les visites avec les classes et de mettre en place un agenda avec la Direction des Ecoles de Saint-Prex.

Nous souhaitons remercier chaleureusement l'ensemble des intervenants de cette visite des biens communaux pour leur engagement, leur professionnalisme, et la passion avec laquelle ils ont partagé leur expérience.

4 OBSERVATIONS

Les observations de la Commission de gestion relatives à l'exercice 2020 ont été évoquées au fil de ce rapport. Pour plus de lisibilité, les principales observations sont rappelées ci-dessous avec les réponses reçues de la Municipalité.

1. Nous encourageons la Commune à s'assurer que l'ensemble du personnel a bien un cahier des charges et à uniformiser, dans la mesure du possible, la structure des documents.

Réponse de la Municipalité : Nous allons poursuivre l'uniformisation des cahiers des charges et la structure des divers documents pour l'ensemble du personnel durant la prochaine législature.

2. Nous recommandons de systématiser les entretiens annuels avec les chefs de service par le Municipal de référence en adoptant un processus uniformisé. De même, nous recommandons de systématiser un entretien annuel de l'employé et son supérieur pour une approche équitable. Nous relevons la possibilité de faire appel ponctuellement à une ressource extérieure pour aider à la mise en place d'un système simple et efficace privilégiant l'échange.

Réponse de la Municipalité : Tous les municipaux ont des entretiens annuels avec leur/s chef/s de service respectif/s. La forme est variable d'un Municipal à l'autre. Votre proposition sera reprise par la nouvelle Municipalité.

3. Le montant refacturé pour les services intercommunaux nous paraît peu élevé. Si nous respectons le principe de ne pas faire de bénéfice, nous souhaitons que le montant refacturé couvre bien l'ensemble des frais, y compris les frais de locaux, d'encadrement, etc. Cela nous paraît d'autant plus important que les demandes augmentent.

Réponse de la Municipalité : Les montants refacturés pour les divers services couvrent l'ensemble des frais. Nous veillerons attentivement à ce que cela soit toujours le cas.

4. Communication à la population :

- Séances d'information à la population St-Preyarde sur des sujets majeurs, comme par exemple la requalification et la RC1 et la création de la Voie verte.
- Entamer une réflexion sur la communication à la population jeune qui n'est pas ciblée de façon spécifique par les outils de communication utilisés.
- Développer les démarches participatives sur des sujets particulièrement sensibles touchant par exemple une cible de population ou un quartier.

Réponse de la Municipalité : *Durant la dernière législature, nous avons fait une démarche participative pour le skatepark, ainsi que des présentations au Conseil sur différents thèmes. Nous soignons la communication à tous les niveaux. Nous ne souhaitons cependant pas présenter à la population des sujets qui ne sont pas encore validés par le Conseil. C'est également au travers du Conseil communal, qui représente notre population, que les démarches participatives peuvent être réalisées notamment sous la forme de préavis de crédit d'étude. Il est cependant possible, parfois, d'envoyer un questionnaire à la population sur des thèmes très ciblé, comme cela été fait pour la déchèterie et la police.*

5. Communication avec le Conseil communal :

- Développer l'aspect consultatif bien en amont des préavis avec des présentations sur des résultats d'études, comme par exemple celle réalisée en début d'année sur la déchèterie.
- Présentation régulière du travail des commissions permanentes par leurs membres, en particulier en début et en fin de législature.
- Présentation sélective des rapports de gestion et autres documents des associations intercommunales, comme par exemple Région Morges ou Morges Tourisme.

Réponse : *Comme dit au point 4, c'est au travers de préavis de crédit d'étude que l'aspect consultatif est enclenché. Les autres points sont transmis au Bureau du Conseil.*

6. La Commission recommande d'intégrer la question de l'affectation de la déchèterie de la Rappaz dans le cadre de la réflexion sur la nouvelle déchèterie. Il y a un potentiel pour une approche écologique durable en réactivant ce dossier à l'arrêt.

Réponse : *La réflexion de l'affectation de la déchèterie de la Rappaz a été intégrée à l'étude de la nouvelle déchèterie. La Municipalité a mandaté Valorsa et Cosedec pour faire une analyse. Les conclusions de leur rapport seront détaillées dans le prochain préavis de crédit d'étude pour la reconstruction des bâtiments.*

7. La Commission recommande d'intégrer le projet du skatepark dans une vision globale concernant les places de jeux pour un public large couvrant tous les âges lors de la prochaine législature.

Réponse : *La Municipalité ne partage pas votre vision. Un skatepark est une infrastructure sportive qui s'adresse à un public différent qu'une place de jeux. Un skatepark existait sur notre commune. Il a dû être démantelé, en raison de sa vétusté. Une réflexion sera entreprise sur les places de jeux.*

8. Nous recommandons que le projet des parkings et places de parc soit traité de façon prioritaire lors de la prochaine législature.

Réponse : *Nous prioriserons ce sujet lors de la prochaine législature.*

9. La qualité des eaux rejetées dépendant de celle des eaux usées, nous recommandons de communiquer régulièrement à la population sur les bonnes pratiques à adopter concernant les eaux usées en utilisant les différents canaux d'information. Enfin, l'éducation passant souvent par les plus jeunes, la Commission propose de poursuivre les visites avec les classes et de mettre en place un agenda avec la Direction des Ecoles de Saint-Prex.

Réponse : *Nous continuerons à communiquer sur les bonnes pratiques à adopter concernant les eaux usées et proposerons des visites éducatives aux groupements scolaires. C'est important de communiquer régulièrement à la population sur des thèmes spécifiques, comme la qualité de l'eau. La Municipalité l'a fait à différentes reprises. A titre de rappel, elle a fait l'année dernière un tous ménages sous forme de flyer intitulé « Les WC ne sont pas une poubelle ». Concernant les visites de la STEPi par les classes, la Municipalité est convaincue de leur pertinence. Du reste, les enfants qui participent à la Journée « Osez tous les métiers » (JOM) découvrent chaque année la STEP.*

5 APPRECIATION GENERALE

Nous avons le sentiment que notre Commune est bien gérée et nous tenons à remercier les Municipaux, le Syndic, ainsi que le personnel communal pour leur engagement, leur réactivité et leur flexibilité au cours de cette année hors normes.

Nous pensons qu'après une phase d'expansion de développement accéléré au cours des dernières années, la prochaine législature va s'orienter vers une phase de consolidation, favorable à l'exploration de nouvelles approches.

Enfin, nous souhaitons remercier tout particulièrement, Monsieur le Syndic et Madame la Vice-syndique pour leur investissement de longue haleine pour notre Commune et nous leur adressons tous nos vœux pour la suite.

6 CONCLUSIONS

En conclusion et au vu de ce qui précède, nous vous invitons, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes:

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX - vu le préavis municipal

- vu les comptes communaux, arrêtés au 31 décembre 2020, accompagnés du rapport de la Municipalité

- entendus les rapports des commissions chargées de l'étudier- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

DECIDE

1. d'approuver la gestion et les comptes communaux pour l'exercice 2020 et le bilan, tels qu'ils sont présentés ;

2. de prendre acte qu'un bonus global de Fr. 82'874.49 a été réalisé sur deux comptes d'investissements dont les travaux ou les acquisitions sont terminés;

3. de donner décharge à la Municipalité de sa gestion pour l'année 2020

Rapport établi à Saint-Prex le 10 juin 2021

Au nom de la Commission,

La Présidente



Sophie Rouquette Studer

1 REFLEXIONS SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE ET DE LA MUNICIPALITE

Ressources Humaines

Organigramme



Statut du personnel communal

Art. 17. Cahier des prestations et instructions

Les obligations et responsabilités des employés peuvent être déterminées dans la lettre d'engagement ou dans un cahier des prestations. Ils doivent se conformer aux instructions de leurs supérieurs et en exécuter les directives avec discernement.

Art. 27. Entretien de service

Chaque année, les employés ont un entretien individuel avec leurs responsables hiérarchiques. Cet entretien permet de faire le bilan de la période écoulée. Il sert à déterminer les objectifs qui orientent l'activité des employés pour la période à venir.

Liste des formations

Liste des formations suivies par les collaborateurs de la Commune en 2020

Service

Service de l'environnement et des espaces publics	Formation "utilisation de plateformes élévatrices mobiles de personnel" (2 personnes)
Service de l'urbanisme et des infrastructures	Evacuation des eaux des bien-fonds Protection incendie AEAI (formation continue) Coaching fonctions managériales Séminaire de conduite d'équipe et leadership au sein d'un service communal
Piscine	Perfectionnement pour les délégués BPA à la sécurité Formation premiers secours (6 personnes) Cours CR Pool Pro (1 personne)
AREMS / APEMS	CAS Gestion d'équipes et conduite de projets Apprentissage Assitante sociaux éducative (ASE)
Secrétariat municipal et ressources humaines	Néant
Service des finances communales	Néant
STEPi	Néant
Service des eaux	Néant
Service des bâtiments	Néant
Service administratif	Néant

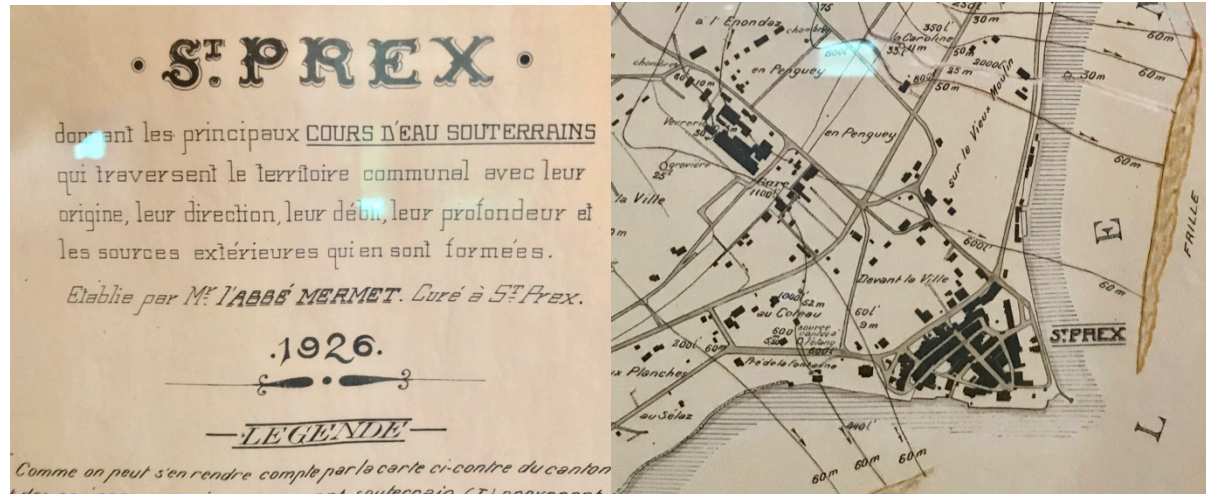
Saint-Prex, le 29 avril 2021/dm

3 VISITE DES BIENS COMMUNAUX

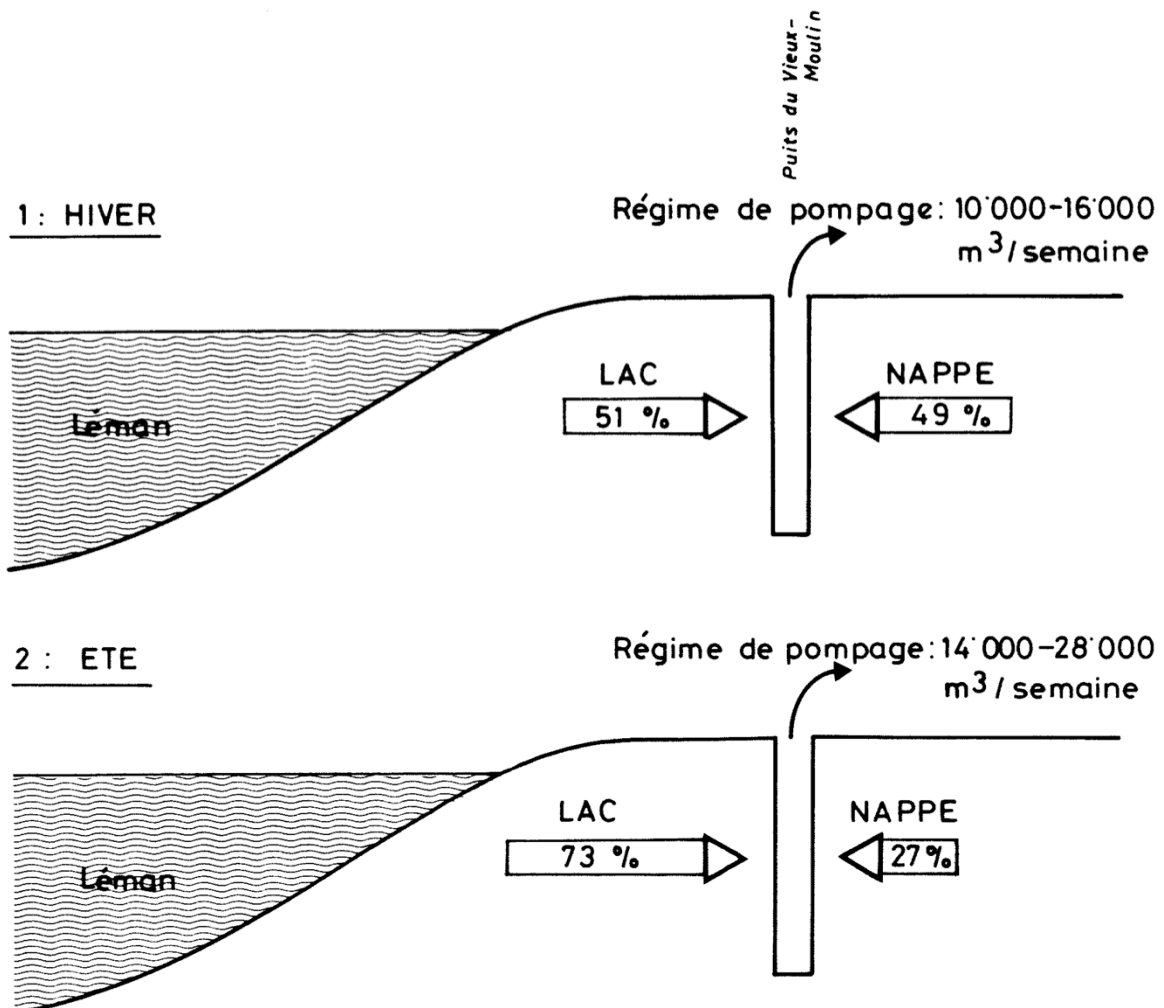
3.1 Station de pompage

Extraits de la présentation Les dessous de St-Prex - de l'Abbé Mermet à l'hydrogéologie, Prof. Aurèle Parriaux EPFL

Carte des cours d'eau souterraines établie par l'Abbé Mermet en 1926



Essais spécifiques sur des captages, puits du Vieux Moulin



Carte des zones de protection

